

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

0,50F

MERCREDI 6 OCTOBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 

## EDITORIAL LA SITUATION SOCIALE S'AGGRAVE LA PRÉFECTURE NOUS LANTERNE,

La situation continue de se dégrader en Guadeloupe. Le chômage augmente, les petits commerçants, les artisans de la région de Basse-Terre sont au bord de la ruine. Les travailleurs de nombreuses entreprises n'ont pas retrouvé d'emploi depuis plus d'un mois. De nombreux licenciements ont eu lieu, soit dans les cliniques privées soit dans le commerce.

Les agriculteurs de Saint Claude notamment, mais aussi ceux d'autres communes de la Basse-Terre, ont perdu une partie importante de leur production. Et cela aussi bien pour la production maraîchère que bananière.

Pour tous ouvriers, paysans, commerçants, le cap va être difficile à passer sinon impossible pour beaucoup d'entre eux.

Que fait l'administration face à cela ? Elle cause. Elle fait des promesses. Elle évite soigneusement toute mesure qui pourrait effectivement changer quelque chose à la situation actuelle. Elle contribue à enfoncer l'économie de la Basse-Terre un peu plus chaque jour.

La situation deviendra d'ici quelque temps absolument dramatique pour beaucoup de travailleurs. Il suffira que des milliers de gens soient hors des centres de réfugiés pour qu'ils se trouvent dans les plus grandes difficultés ne serait-ce que pour se nourrir.

Cette catastrophe en perspective peut encore être évitée. Mais à la condition que des mesures énergiques soient prises.

Celles-ci sont avant tout que le travail soit organisé réellement dans la zone menacée. Pour l'instant la préfecture prétend être en train d'organiser une "normalisation de la vie dans la zone menacée". Mais qui croit-elle tromper avec ses déluges de mots ? Rien n'est en fait organisé. Elle se contente d'affirmer qu'on peut retourner dans la zone menacée. Mais rien n'a été prévu pour l'aller la vie dans la zone de repli et celle de la zone menacée. Où sont les moyens de transport mis à la disposition des gens ? Comment la population sera-t-elle organisée pour partir en cas d'alerte ? Que faire des enfants qui ont déjà été scolarisés dans la zone de repli ? Autant de questions - et il y en a d'autres - qui doivent être réglées pour adapter la vie dans la zone dangereuse.

Le préfet se dit "soucieux de la vie des Guadeloupéens". Pourquoi alors n'a-t-on rien prévu pour indemniser ceux qui ont perdu leurs récoltes ou qui sont

(suite page 2)

martinique

## IL FAUT LUTTER SÉRIEUSEMENT CONTRE LE PLAN BARRE

A la suite des jeunes communistes qui ont organisé un meeting, le 29 septembre pour protester contre la politique gouvernementale, le Parti Communiste Martiniquais, à son tour, lance une offensive contre le plan Barre qui, dit-il, frappe durement les travailleurs. Mais si cet appel à la lutte est lancé à grand renfort de tracts et d'articles dans Justice, la portée de cette offensive du PCM est cependant très limitée. En effet, on peut juger de la timidité de l'action prévue: un meeting seulement le 6 octobre. C'est bien peu quand on sait que le PCM influence la plus forte centrale syndicale de l'île, la CGTM, et que celle-ci n'a même pas encore pris position sur la grève du port organisée par les syndicats français pour protester contre le plan Barre. Le moins que l'on puisse dire est

que la CGTM ne semble guère pressée d'inviter les travailleurs à montrer dans l'action leur mécontentement face à la politique d'austérité du gouvernement. D'autre part, si le PCM appelle dans un tract à lutter unis, il ne fait par contre aucune proposition aux autres partis et organisations de gauche et ne leur adresse aucune invitation concrète à agir ensemble. Une telle demande serait cependant nécessaire pour entreprendre une véritable lutte d'envergure contre l'attaque qui est faite au niveau de vie des travailleurs.

Aussi, l'appel du PCM ressemble plus à une propagande gratuite faite à peu de frais pour se dédouaner dans l'avenir et en vue des prochaines élections, qu'un désir profond de mobiliser la classe ouvrière contre les effets de la crise capitaliste.

## SOUFRIERE

“ la responsabilité partagée ”

La préfecture n'a que ce slogan à la bouche depuis quelque temps. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le préfet veut pouvoir se tirer d'affaire le mieux possible. Il dit à la population réfugiée : vous pouvez retourner en zone dangereuse (à l'exception de Baillif, Basse-Terre, St Claude) pendant la journée. IL n'est pas recommandé d'y passer la nuit, mais vous pouvez le faire en signant un papier engageant votre responsabilité personnelle...

Ainsi, dans le cas où il y aurait éruption, le préfet pourra toujours dire qu'il n'avait jamais recommandé aux gens de s'installer à demeure en zone menacée et, dans le cas où il n'y aurait pas d'éruption, de dire qu'il avait eu raison de ne pas interdire aux gens de rentrer chez eux. C'est trop facile !

Dans les deux zones : que ce soit la zone d'accueil ou la zone menacée, la préfecture est incapable, dans la première, d'organiser une vie décente pour les réfugiés (travail, hébergement, scolarisation), dans la deuxième, de mettre sur pied un système de sécurité efficace, contrôlé par la population elle-même, car

il faut bien plus que les sirènes d'un général pour qu'un système de sécurité fonctionne correctement. Alors, pour tenter de se tirer d'affaire, l'administration cherche à dégager un peu la zone d'accueil, sans pour autant organiser le retour en zone menacée avec toutes les précautions nécessaires... C'est donc une politique au coup par coup, au jour le jour, pour tenter de satisfaire un peu tout le monde sans satisfaire personne que pratique le pouvoir colonial. Voilà le sens du slogan "responsabilité partagée". Il s'agit plutôt de nous faire partager l'irresponsabilité et la pagaille. Il faut refuser de signer les papiers si nous passons la nuit en zone menacée. Nous n'avons aucun dédouanement à accorder au préfet. C'est un piège !

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
5<sup>ème</sup> supplément au mensuel N° 66

## Editorial (SUITE)

GUADELOUPE : LA SITUATION SOCIALE  
S'AGGRAVE - LA PREFECTURE NOUS  
LANTERNE !

couverts de dettes, alors qu'ils ne peuvent pas y faire face ? On ne cesse de nous répéter que " les Antilles, c'est la France". Pourquoi alors aucune mesure identique à celles qui ont été prises en France pour la sécheresse n'a-t-elle été même envisagée ici ?

L'administration coloniale est incapable de faire face à la crise que traverse le pays. Elle n'est pas à la hauteur. Et si elle ne connaît pas plus de difficultés à l'heure actuelle face à une population qui en a de plus en plus assez de cette situation, c'est bien parce que ceux qui sont "l'opposition" dans ce pays sont eux aussi des incapables.

La gauche accorde tacitement une certaine marge de manoeuvre au préfet. Parce qu'eux aussi, les partis de gauche, ils craignent la mobilisation populaire. Ils craignent de voir le mécontentement descendre dans la rue. Eux aussi, ils craignent de faire appel à la population, aux travailleurs, pour se battre contre les conditions dans lesquelles la vie se déroule aujourd'hui.

Les travailleurs ont une voie qui leur reste ouverte. Ils doivent s'occuper eux-mêmes de toutes les questions qui les concernent. Dans les centres de réfugiés ils doivent s'organiser. Dans la zone dangereuse, ils doivent eux-mêmes prendre des dispositions pour assurer leur sécurité. Et s'ils manquent de moyens matériels, ils doivent les réclamer ou les prendre là où ils existent.

C'est la seule voie qui permet de sortir de l'ornière où nous a plongés le colonialisme français.

## GUADELOUPE

*Prisunic-Desmarais:*

*L'hypocrisie des patrons  
est sans limite!*

Le Prisunic Desmarais a ouvert ses portes au public il y a environ une semaine. Un certain nombre d'employés s'y rendent chaque matin. Pour leur permettre de pénétrer dans la zone dangereuse, il leur a été dévolu un laissez-passer en leur propre nom. Chose curieuse, à la rubrique : nom de l'entrepreneur, c'est le nom de l'employé qui figure. Comme quoi les événements de la Soufrière ont transformé tous les employés du Prisunic Desmarais en employeurs. Ce ne serait pas une mauvaise chose si précisément il n'y avait pas le danger permanent que constitue le volcan.

C'est bien parce qu'il y a danger que les patrons de ce Prisunic, avec la complicité de la préfecture ont agi de la sorte. En cas de cataclysme, ceux-ci et le préfet seraient déchargés de toute responsabilité. L'attitude des patrons de Desmarais, ainsi que celle du préfet, sont à la fois hypocrites et criminelles. Les employés devraient refuser de travailler dans ces conditions, d'autant que le transport est également à leur charge, et exiger du travail dans la zone de repli.

## GUADELOUPE

*Agissons contre la mainmise du  
pouvoir sur la Radio-Télévision!*

Chaque semaine, le préfet donne une soi-disant "conférence de presse". En fait, il s'agit plutôt d'un long monologue dans lequel le préfet tente de mystifier la population guadeloupéenne. Il s'agit d'une entreprise de propagande politique du pouvoir utilisant à fond les grands moyens d'information : radio et télévision, sans compter les interviews quotidiens et autres déclarations.

Une prise en main aussi totale des grands moyens d'information par le pouvoir colonial est une injure à la population. On l'autorise à n'écouter qu'une voix, qu'un seul son de cloche, celui du pouvoir. Grâce à une intoxication quotidienne, on assomme la population de politique gouvernementale, on cherche à l'abrutir pour qu'elle ne puisse penser par elle-même.

Dans ces fameuses "conférences de presse", qui se veulent très démocratiques,

il ne reste plus, à la fin du discours politique du préfet que quelques minutes aux journalistes pour poser leurs questions. Il devient dérisoire de poser une question, tant en fait, il y aurait de choses à contredire et de questions à poser.

Il est temps que les associations démocratiques, la ligue des droits de l'homme, les partis de gauche et d'extrême-gauche, les syndicats, organisent un vaste mouvement de protestation contre cette monopolisation des ondes. Il est temps d'exiger que les organisations d'opposition puissent s'exprimer en tant que telles beaucoup plus souvent à la Radio-Télévision. Elles ont elles aussi des choses à dire au peuple guadeloupéen.

Il faut réagir ! Assez de passivité !

o - o - o - o -

*L'INTERNAT DU LYCÉE  
DE BAIMBRIDGE OCCUPÉ  
PAR LES POMPIERS DE PARIS*

*Les pompiers de Paris occupent toujours les internats du lycée technique et classique de la cité scolaire de Baimbridge. Ainsi donc, les internes de ces deux lycées ne retrouveront pas leur internat de sitôt. C'est là une décision des autorités qui risque de porter un très lourd préjudice à beaucoup d'élèves notamment à ceux qui viennent des communes éloignées et dont les parents n'ont pas les moyens de faire face aux dépenses de transport et d'une pension particulière. Cela les organisations syndicales ont eu l'occasion de le dire à Mr. Haby lors de son passage en Guadeloupe. Il ne s'en est pas soucié le moins du monde. C'est donc un choix délibéré qu'a fait le gouvernement : entre loger les pompiers de Paris ailleurs et compromettre l'année scolaire de centaines de jeunes qui ont la "chance" d'avoir une place au lycée ou au C.E.T., il a opté pour la seconde solution.*

## MARTINIQUE

*AU C.E.T. : "PORTES OUVERTES"  
GARDÉES PAR LES FLICS*

*Vendredi dernier, les professeurs du lycée technique ont appelé par communiqué de presse à une journée "portes ouvertes". Les parents d'élèves ont trouvé celles-ci bien gardées.*

*Encore une fois, face à une action des lycéens et des professeurs qui demandent des comptes sur les millions de subvention votés pour la réfection de l'établissement, le proviseur a employé la force, mettant en sentinelles les flics devant les grilles d'un établissement public. Voilà comment se manifeste la "participation" dans l'enseignement en Martinique. Chaque fois que les problèmes sont soulevés, les grands principes disparaissent sous un képi de policier. Mais ce que l'administration a voulu cacher au public en déployant la force, n'a fait tout au contraire que révéler à l'opinion l'état dans lequel se trouve le lycée-C.E.T. de la Pointe des Nègres : un état lamentable.*

## MARTINIQUE

*VICTOIRE DES OUVRIERS  
CHEZ MADKAUD*

Après huit jours de grève, les ouvriers du Bâtiment de l'entreprise Madkaud Maurice ont gagné. Leurs congés leur seront versés dans le courant de la semaine. Il a fallu pourtant huit jours de grève totale sur les trois chantiers : Conseil Général, Tartenson et Palais de Justice, pour faire comprendre à ce requin que les travailleurs ne sont plus décidés à se laisser marcher sur les pieds.

En effet, depuis deux ans, chaque fois qu'approche la période des congés, Madkaud déclare ne pas avoir d'argent,

s'attirant ainsi la compassion des travailleurs pour mieux les tromper. C'est ainsi qu'une centaine d'ouvriers n'ont pas touché les congés de l'an dernier, et plus de la moitié d'entre eux, le congé 74. Cette année, les ouvriers ont mis fin à ce qui devenait une mauvaise habitude de Madkaud, et si dans leur victoire ils n'ont pu faire payer les jours de grève, il est certain que, forts de l'avoir fait céder, ils sauront dans les jours qui viennent obliger ce patron à payer ses dettes.